

### **Pression migratoire, PPE et transition énergétique, aide au développement, photovoltaïque**

La pression migratoire, prévisible depuis plus de vingt ans, devient une préoccupation majeure. La seule façon honorable de la contrôler est de faciliter le développement des pays d'émigration. Autre façon de dire : si nous sommes obligés de nous y opposer, nous ne pourrions être fidèles à nos valeurs qu'en contribuant de façon décisive au développement de ces pays.

Ces pays ont un très grand besoin d'énergie ; et tous les pays du Sahel disposent de soleil en abondance. Or nous nous apprêtons à dépenser des milliards d'euros par an pour remplacer du nucléaire par du photovoltaïque ou de l'éolien sans diminuer nos émissions de CO<sub>2</sub>. Ce serait un gaspillage, un mépris des besoins réels, un repli sur une vision égocentrée - consternants.<sup>1</sup>

### **Selon l'ADEME, « 80 % d'électricité renouvelable », c'est moins cher : de la blague !**

L'ADEME persiste à affirmer que moins de nucléaire, c'est moins de dépenses. J'ai fini par comprendre comment elle pouvait le dire et le répéter. Elle prévoit pour l'éolien sur terre et en mer et pour le photovoltaïque une baisse des coûts très forte mais plausible : retenons ses hypothèses. Elle suppose que la consommation baissera de 14 % et se pliera au rythme du soleil et aux caprices du vent et elle ne compte pas les dépenses causées par cette grande souplesse. Elle suppose que les pays voisins nous fourniront une puissance supérieure à 15 GW en cas de froid intense sans vent ni soleil ; mais, alors, eux non plus n'auront vent ni soleil. Et elle suppose que le nucléaire nouveau coûtera autant que l'EPR de Flamanville - mais elle se garde bien de le dire explicitement !

Elle suppose que le nucléaire nouveau donne une électricité à 80 €/MWh. Avec le taux d'actualisation qu'elle utilise, 5,25 %, et en tenant compte des dépenses d'exploitation indiquées par RTE (121 €/kW/an) et d'un facteur de charge de 80 %, on calcule que l'investissement serait de 8000 €/kW, plus cher que l'EPR de Flamanville.

Si l'on suppose que la consommation augmente de 10 % en 30 ans (ce qui est peu), si l'on veut être à peu près autonome, et si le nucléaire nouveau coûte ce que prévoit RTE, c'est-à-dire moins de 5000 €/kW, une électricité « 80 % renouvelable » obligerait à dépenser chaque année **13 milliards d'euros par an** de plus qu'avec 65 GW nucléaire sans plus d'éolienne ni de photovoltaïque qu'aujourd'hui. Et cela sans aucun avantage sur les émissions de CO<sub>2</sub>.

### **Selon RTE, avec moins de 50 % d'électricité nucléaire, « des coûts en diminution » : de la blague !**

Pour son scénario Volt, RTE présente sur un graphique les dépenses de production après déduction de la valeur des exportations. Ici ce sont des coûts « cash » : chaque année la somme des dépenses en investissement et en fonctionnement réalisées dans l'année. Ces dépenses diminuent entre la période 2020-2025 et la période 2030-2035. Donc, « des coûts en diminution ». C'est de l'humour sans doute car ces dépenses sont **supérieures de 9 milliards d'euros par an** à ce qu'elles seront si l'on prolonge la durée de vie des réacteurs existants. A long terme, réduire le nucléaire à 50% de la consommation, c'est **7 milliards d'euros par an** de plus, sans effet sur les émissions de CO<sub>2</sub>.

### **A court ou à long terme, « 50% nucléaire » ou « 80% renouvelable » : des milliards gaspillés**

7 milliards d'euros par an, ou 9 ou 13 : en veux tu, en voilà des milliards gaspillés ! Tout cela pour se conformer à une loi qui a été adoptée à la va-vite en août 2015, au nom de « la » transition énergétique sans effet sur les émissions de CO<sub>2</sub> et, visiblement, sans réflexion stratégique à l'échelle mondiale...

... alors que la même somme, disons 7 milliards d'euros par an, investie dans le photovoltaïque en Afrique produirait, à 30 €/MWh, 230 TWh par an (la moitié de la consommation française) en remplaçant du charbon ou du gaz, éviterait l'émission de 150 à 200 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, aiderait au développement de ces pays et ouvrirait un débouché à une industrie française du photovoltaïque et des batteries car l'aide au développement peut être liée à la fourniture d'équipement

---

<sup>1</sup> Les résultats qui suivent sont obtenus à l'aide du logiciel de simulation publié sur [www.hprevot.fr](http://www.hprevot.fr). Comme tout est publié, ces résultats peuvent être discutés, condition nécessaire à un bon débat.